

Dr Guy Gweth

« Le futur président devra réveiller le lion qui gît dans chaque camerounais. »

Figure incontournable de l'intelligence économique africaine, fondateur de Knowdys Consulting Group et auteur de « Puissance 237 : pour une stratégie de puissance régionale 2025-2050 », Dr Guy Gweth plaide pour un État stratège capable de conjuguer sécurité, innovation et influence. Cet entretien interroge sa vision du leadership national, à la lumière des enjeux électoraux et géopolitiques du moment.

Dans votre ouvrage « Puissance 237 », vous proposez une stratégie de puissance régionale à l'horizon 2050. À la suite de l'élection présidentielle du 12 octobre, quel mandat clair attendez-vous du futur président pour passer de la vision à la mise en œuvre concrète de ce plan ? Quels pouvoirs, quelles structures, quel calendrier ?

Votre question renvoie précisément à la septième partie de Puissance 237, intitulée « Activation de puissance de la stratégie nationale ». Cette séquence fournit, de manière détaillée, la feuille de route pour transformer le Cameroun en une puissance africaine d'ici 2050. Ma proposition est y structurer autour du financement, du plan d'action et du suivi-évaluation du projet. Concernant le financement, j'ai identifié dix sources pertinentes, allant de l'optimisation des recettes fiscales à l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, en passant notamment par la mobilisation de la diaspora. La puissance sera mesurée par des indicateurs clés, comme un taux d'épargne nationale ou un indice de perception de la corruption au-dessus de 70/100.

Le plan d'action se déploie en trois phases. La première, les Fondations (2026-2033), est cruciale pour bâtir un socle solide par le renforcement des institutions, l'investissement massif dans le capital humain et la diversification économique. Elle est suivie par la phase de Déploiement (2034-2042), axée sur la promotion de l'innovation, l'intégration régionale et une diplomatie active. Enfin, la phase de Rayonnement (2043-2050) doit consolider les acquis pour faire du Cameroun un modèle de développement leader. Le succès dépendra de la mobilisation des leviers stratégiques : partenariats, capital humain, innovation et gouvernance exemplaire.

Pour le suivi-évaluation, j'ai préconisé des indicateurs précis pour garantir l'efficacité et l'ajustement constant de la stratégie. Le succès économique se mesurera par le doublement du PIB par habitant et une progression significative de l'IdH. L'attractivité sera validée par des flux d'IDE d'au moins 15% du PIB et un score élevé à l'indice de perception de la corruption. Notre pays devra également cibler une production d'électricité par les énergies renouvelables à 40%. Ces critères d'évaluation assurent la rigueur et le pragmatisme nécessaires à la concrétisation de ce qui devrait être une ambition légitime et partagée par tous les Camerounais.

Vous insistez sur le triptyque hard,



soft et smart power pour doter le Cameroun d'une puissance durable. En période électorale, comment un candidat peut-il intégrer ces dimensions pour convaincre les électeurs ? Pouvez-vous citer des exemples concrets d'engagements politiques que vous jugerez crédibles sur ces trois volets ?

Pour être crédibles dans leur ambition de hisser le Cameroun au rang de puissance africaine d'ici 2050, les 12 candidats à la présidentielle devaient intégrer de manière cohérente les concepts de Hard Power, Soft Power et Smart Power, d'autant qu'ils ont tous reçu l'ouvrage. Le Hard Power exige des engagements concrets sur la force militaire et l'industrie. Les candidats devaient garantir un investissement massif dans l'industrie de défense et les forces armées, et une politique agressive d'infrastructures stratégiques, notamment le déblocage du Port de Kribi. L'objectif était d'accroître la dépendance des autres pays aux exportations camerounaises.

Le Soft Power nécessite des prises de position fortes sur l'influence culturelle et académique de notre pays. Les candidats devaient s'engager à promouvoir la diversité culturelle et les valeurs du Cameroun à l'international et à transformer le pays en un pôle académique africain en investissant dans la recherche et en attirant les étudiants du continent. Le rôle des médias pour le consensus national

devait être souligné. Il ne l'a pas assez été de notre point de vue.

Le Smart Power invite à démontrer, à partir de cas concrets tirés des défis du pays, l'agilité dans l'utilisation de ces outils. Les candidats devaient, par exemple, s'engager à mener une diplomatie économique offensive, transformant nos ambassades en outils de promotion du commerce et de l'investissement. Ils devaient nous proposer une coopération régionale plus nette pour renforcer le leadership du Cameroun, notamment en coordonnant les grands projets d'infrastructures. En somme, l'engagement à créer un État stratège efficace, capable de fixer et de coordonner des objectifs clairs autour des indicateurs de puissance, était crucial à nos yeux.

Votre concept de Puissance 237 implique une planification sur le long terme. Or, les mandats politiques sont souvent courts. Comment concilier l'urgence électorale et la patience stratégique ?

Votre observation sur la tension entre l'urgence électorale et la patience stratégique est fondamentale pour tout projet de long terme comme Puissance 237 (2025-2050), et elle est au cœur de l'esprit même de cet ouvrage. La crédibilité d'une telle stratégie, face à la brièveté des mandats politiques, repose sur sa capacité à transcender le cycle électoral. Il est tout à fait juste que les observateurs aient pu croire, à tort, que l'auteur

d'un tel document stratégique visait la présidentielle. Cette confusion souligne précisément le défi : comment un plan ambitieux peut-il survivre aux changements de leadership ? La solution réside dans l'institutionnalisation d'une vision stratégique indépendante qui utilise le mandat politique comme un levier opérationnel.

L'intelligence économique repose sur la collecte, la veille et la protection des données sensibles. Quelle politique publique le futur président devrait-il mettre en place pour garantir la souveraineté numérique du Cameroun ?

À ma connaissance, une politique publique d'intelligence économique est en cours de finalisation à laquelle il est toutefois primordial d'agréer une doctrine. Grâce à cette dernière, la souveraineté numérique trouvera du sens dans l'institutionnalisation de l'intelligence économique de défense. En attendant, le futur Président de la République devra regarder la souveraineté numérique bien plus que comme une simple régulation et l'intégrer comme une composante du Hard Power national, conformément aux principes de Puissance 237. Cela passe par la transformation stratégique de nos appareils de renseignement, à l'image du travail que j'ai entamé auprès de la Direction générale de la recherche extérieure (Dgre) en formant une cinquantaine de leurs cadres et agents. Plus que jamais, nos maîtres-espions et leurs équipes doivent devenir les premiers acteurs de la guerre économique, chargés d'anticiper et de neutraliser les menaces numériques qui pèsent sur nos actifs stratégiques et nos données sensibles. À moyen terme, cette politique de protection devra être coordonnée par une structure de haut niveau afin que le renseignement numérique se traduise rapidement en décisions d'État souveraines. Car maîtriser notre destin numérique, c'est avant tout maîtriser l'information stratégique pour se positionner comme une puissance dans la compétition mondiale.

Votre livre évoque une diplomatie économique proactive. Dans le contexte actuel, quelle devrait être la première mission internationale d'un président élu le 12 octobre ?

Cette question touche au cœur de la mise en œuvre de la stratégie articulée dans Puissance 237. En m'appuyant sur l'impératif d'intelligence stratégique défendu par le Cavige, je crois pouvoir affirmer que la première mission internationale du futur Président de la République du Cameroun devrait se concentrer sur la réactivation d'un partenariat stratégique avec la République Fédérale du Nigeria. Il ne s'agit point d'un choix protocolaire, mais d'une priorité de sécurité nationale, de géoéconomie et de quête de puissance régionale. Notre pays partage une histoire, des peuples et près de 2000 km de frontière terrestre avec ce géant. Une démarche concrétiserait immédiatement le Smart Power préconisée dans Puissance 237. D'une part, sur le plan du Hard Power sécuritaire, la menace asymétrique de Boko Haram et la per-

sistance des troubles aux frontières, exacerbées par les flux transnationaux, exigent une coopération de renseignement et militaire renforcée avec Abuja. Une alliance stratégique entre nos deux pays est la condition sine qua non pour garantir la stabilité, socle de toute ambition économique viable et durable. D'autre part, sur le plan économique et commercial, le Nigeria représente un marché de plus de 230 millions de consommateurs, opportunité que le Cameroun, en tant que portail et carrefour de l'Afrique centrale, doit impérativement sécuriser et fluidifier. Notre Président élu devra transformer cette première mission en un acte fondateur de notre leadership commercial en Afrique, en s'engageant sur un pacte d'intelligence stratégique et logistique pour maximiser les bénéfices de la Zlecaf et lutter contre les réseaux de prédation. En se tournant d'abord vers le Nigeria, le Chef de l'État enverra un signal de souveraineté continentale fort, affirmant que notre priorité n'est pas la validation extérieure, mais la consolidation de notre ancrage régional indispensable à l'atteinte de notre objectif de puissance à l'horizon 2050.

Vous avez contribué à la formation de nombreux cadres africains. Selon vous, quelles compétences manquent encore aux élites camerounaises pour transformer la vision de Puissance 237 en moteur de développement concret ?

Jobserve que le Cameroun a, grâce à des travaux comme Puissance 237, pris une inspiration stratégique louable, mais il est essentiel de reconnaître que la concrétisation de cette ambition en un moteur de développement concret se heurte encore à des déficits criants au niveau de notre élite. Je ne parle pas ici d'un manque d'intelligence ou d'instruction, mais de l'absence de compétences stratégiques et comportementales spécifiques à l'ère de la guerre économique. La compétence qui manque le plus cruellement est l'intelligence économique appliquée, telle que nous la définissons au Cameroun : non pas l'espionnage, mais l'état d'esprit d'anticipation, de défense, d'attaque et d'influence. Nos élites, tant publiques que privées, manquent encore d'une culture de la concurrence internationale féroce. Beaucoup continuent de croire en un Père Moel venu de l'étranger... Elles doivent acquérir une culture d'affrontement cognitif, une capacité à transformer le renseignement en décision offensive et à systématiser la protection des actifs nationaux face à la prédation. Je parle de survie stratégique dans un monde hyperconcurrentiel.

De surcroît, et c'est tout aussi fondamental, je note un déficit de compétence d'exécution transversale et de résilience institutionnelle. Puissance 237 recommande une transcendance des mandats politiques et des clivages sectoriels ; or, l'élite peine souvent à sortir des logiques de court terme et des silos administratifs. Il nous faut une véritable compétence de planification irréversible et une culture de la performance mesurable qui permettrait de passer des grandes annonces aux résultats concrets. En clair, nous disposons de la carte, mais il nous manque les navigateurs formés à l'anticipation des imprévus et à la discipline de l'exécution à long terme.



Vous plaidez pour un État stratège. Comment cet État peut-il émerger dans un environnement politique marqué par la personnalisation du pouvoir et la faiblesse institutionnelle ?

Votre observation est d'une lucidité implacable, car elle cerne parfaitement notre paradoxe : bâtir un État stratège lorsque le terreau politique est miné par la personnalisation du pouvoir et la faiblesse institutionnelle. Mon plaidoyer pour un État stratège, fondé sur l'intelligence stratégique de Puissance 237, ne nie pas ces obstacles. Il les transforme en impératifs de conception. Je soutiens qu'il est illusoire de croire que l'État stratège émergera spontanément : il doit être élaboré en dépit de l'environnement existant, par un sursaut collectif, un instinct de survie matérialisé dans des institutions capables de garantir et de sécuriser notre destin commun.

Pour contrer la personnalisation, l'État stratège doit émerger par la sanctuarisation de ses fonctions stratégiques. Il faut extraire la veille, l'analyse et la prospective du jeu partisan. La création d'organes stratégiques tel qu'un Observatoire indépendant de la Puissance, doit être contractualisée de manière consensuelle, dotée d'une autonomie budgétaire et d'une autorité légale qui la rend imperméable aux caprices des parties prenantes. Cette institutionnalisation garantit la patience stratégique face à l'urgence électorale et au légitime espoir post-électoral.

Face à la faiblesse institutionnelle, nous devons introduire la discipline de la donnée et de la performance. Un État stratège agit sur la base d'un renseignement fiable et analysé, il ne se laisse pas surprendre. C'est là que l'intelligence économique et stratégique intervient : en formant nos élites, nous rendons la faiblesse institutionnelle coûteuse et visible. La stratégie devient un contrat de performance, forçant nos gouvernants à se professionnaliser toujours davantage. L'État

stratège émerge ainsi, non par la vertu, mais par l'impératif de la méthode et l'irréversibilité des structures qui contraignent le pouvoir personnel à obéir au contrat social.

Le Cameroun fait face à des défis majeurs : sécurité, industrialisation, emploi des jeunes. Quelle priorité absolue recommanderiez-vous au prochain président dès son investiture ?

J'entends la nécessité de l'urgence, mais ma recommandation au futur Président de la République n'est pas sectorielle, elle est transversale. Pour orienter le Cameroun sur la voie de la puissance régionale, il devra ériger en priorité absolue l'institutionnalisation d'une structure de pilotage stratégique du pays, directement rattachée à la Présidence. Cette entité ne devra pas être un ennemi comitè, mais le cerveau stratégique chargé de traduire la Vision retenue en une feuille de route opérationnelle. L'efficacité face à la sécurité, l'industrialisation ou l'emploi n'est pas une affaire de budget, mais de décision éclairée et rapide dans un environnement travaillé par la compétition. Sans ce pôle de commandement doté de l'autorité pour transformer le renseignement en action politique, toute initiative restera fragmentée et vulnérable face à la prédation en cours dans l'ordre international. C'est, à mon sens, le moyen de garantir que les défis majeurs soient traités sous l'angle du Smart Power préconisé dans Puissance 237. Le Cameroun doit d'abord retrouver l'unité de son âme et acquérir la compétence de la décision stratégique afin de pouvoir régler efficacement et durablement ses problèmes les plus urgents.

Enfin, Dr Gweth, si vous aviez deux minutes pour conseiller le futur président élu, quelle phrase lui diriez-vous pour orienter le Cameroun sur la voie de la puissance

régionale ?

Mon conseil tiendrait en trois points : Primo, rappeler opportunément que le Cameroun est l'un des pays les plus riches d'Afrique en ressources humaines de premier plan. Puissance 237 a entrepris de les répertorier aux quatre points du monde. Donnez leur RDV pour repenser notre pays. Deuxio, ensemble, résorbons notre fragmentation en concluant un nouveau contrat social autour d'un État stratège, premier acteur de l'intelligence collective, économique et stratégique nationale. Tercio, mettre en place un Bureau d'intelligence avec un spectre holistique qui surplombe les clivages politiques, transcende les mandats. Objectif : surveiller, enquêter et conseiller nos dirigeants en toute indépendance pour un Cameroun qui défend ses intérêts, va à la conquête de l'international et influence la marche du monde. C'est le sens de Puissance 237.

Ce conseil résume la nécessité de passer d'une gestion réactive à une posture de guerre économique proactive. Le futur Président élu devra armer l'État d'une doctrine et de la compétence d'anticipation pour sacraliser la res publica, replacer le bien commun au centre du village Cameroun, sanctuariser nos actifs stratégiques et garantir que toute décision majeure soit précédée d'une veille holistique rigoureuse. C'est ainsi que, dans un désir de gagner ensemble, nous deviendrons une puissance régionale par la maîtrise du jeu d'échecs planétaire. Son premier acte fort devra donc être de réveiller le lion qui gît dans chaque Camerounais, de le réconcilier avec la Patrie, de lui redonner confiance dans la République, pour en faire un pilier de notre puissance commune. La prestation de serment sera indiquée pour un tel discours.

Interview réalisée par Moustapha BACHIROU